

À la une

LE SECRÉTARIAT EXÉCUTIF ET LE BUREAU RÉUNIS À YAOUNDÉ POUR UN ATELIER DE TRAVAIL SUR L'AVENIR DU RÉSEAU FAR



Les 12, 13 et 14 juin 2019 à Yaoundé au Cameroun, le réseau international FAR a organisé en partenariat avec l'IRAM un atelier de travail autour du partage des premiers résultats de l'évaluation intermédiaire et de l'approfondissement des orientations proposées du projet ADEX FAR.

L'atelier de Yaoundé s'inscrit dans le cadre de l'étude de la préparation de la troisième phase d'appui au réseau international « Formation Agricole et Rurale ». Cette étude a été commanditée par le réseau FAR et est mise en œuvre par une équipe franco-burkinabé coordonnée par l'IRAM. Elle vise à la réalisation de deux objectifs spécifiques articulés entre eux pour contribuer à la troisième phase d'appui au réseau FAR envisagée par l'Agence Française de Développement (AFD) :

- i) la réalisation d'une **évaluation intermédiaire** du projet d'appui au réseau FAR (ADEX FAR 2);
- ii) la réalisation de la **faisabilité de la troisième phase** d'appui au réseau FAR par l'AFD (ADEX FAR 3).

L'atelier a réuni le Secrétariat exécutif, les membres du Bureau, Abdoulaye YEYE et Christian FAULIAU, conviés en tant qu'experts, Flavien ANNO, responsable équipe projet au sein de l'AFD.

Les interactions autour des premiers éléments d'analyse ont permis de dégager des pistes de réflexion autour du modèle de gouvernance du réseau et de ses différentes instances (SE, Bureau, animateurs régionaux, points focaux, personnes ressources, etc.), de la structuration des pays en plateformes nationales et de l'évolution des grands chantiers d'action. Ces grandes orientations sont actuellement discutées avec les membres du réseau et partenaires, dans le cadre d'entretiens individuels. Le premier livrable, l'étude intermédiaire, sera livré à la fin du mois de juillet et le second, l'étude de faisabilité, courant septembre.

L'atelier de travail s'est clôturé par la visite de **deux centres de formation suivis et appuyés par le dispositif AFOP** et le témoignage poignant d'une productrice de poulets de chair.

SOMMAIRE

p1 A la Une

p2 Actualités du réseau FAR

p8 Actualités des pays membres et plateformes

p12 A lire, à voir

p14 Actualités

p14 Offres d'emploi et opportunités

ACTUALITÉS DU RÉSEAU INTERNATIONAL FAR

UNE DELEGATION AFD EN IMMERSION A L'IRC SUR LA QUESTION DE LA FAR



Délégation de la division «Education» de l'Agence Française de Développement en immersion à Montpellier

Les 15 et 16 mai, l'Institut des Régions Chaudes de **Montpellier SupAgro** et le **réseau international FAR** ont reçu une délégation de **21 responsables équipe projet de l'Agence Française de Développement (AFD)** et un participant d'**Expertise France**, venus à Montpellier en immersion.

La thématique choisie était celle de la formation agricole et rurale, au cœur des préoccupations de la division Education (EDU) de l'AFD.

Le groupe était composé de responsables de la division de l'Agence de Paris et de sept personnes issus des agences pays (Haïti, Niger, Nigeria, Côte d'Ivoire, Guinée Conakry, Tunisie, Direction régionale Sahel).

Les objectifs de ce séjour montpelliérain étaient de :

- comprendre les enjeux liés aux formations agricoles et rurales en Afrique subsaharienne ;
- mieux connaître les acteurs de la formation agricole et rurale français, incluant leurs interventions à l'international.

La première journée était consacrée à la présentation des enjeux de la FAR en Afrique subsaharienne et aux problématiques du continuum formation-insertion professionnelle. Trois dispositifs de FAR ont permis de donner une illustration des questions de fonds abordées durant la journée : le dispositif AFOP au Cameroun, le projet C2D en Côte d'Ivoire et le dispositif de formation professionnelle agricole et des producteurs en France. Une présentation du

réseau international FAR a elle aussi été faite en fin de journée. La seconde journée a permis de découvrir la Halle technologique du CIRAD, la thématique de l'agriculture de précision au Mas Numérique et la cathédrale de Maguelone, bien connue sur le littoral méditerranéen.

Ce séjour d'immersion a été très apprécié de l'ensemble des participants pour la compréhension des enjeux des dispositifs de formation agricole et rurale ainsi que des différents acteurs œuvrant pour leur rénovation. Retour sur le témoignage de deux participants :

Matthieu GENIN, Agence d'Haïti

« L'immersion m'a FAR m'a permis de mieux comprendre les différents enjeux spécifiques et leur articulation avec les défis qui se présentent aujourd'hui à l'agriculture et au développement rural. Les discussions ont foisonnées au cours de la formation sur comment faire mieux, en partenariat avec les acteurs français. J'ai eu le plaisir, lors de mon retour à Port-au-Prince, de découvrir sur mon bureau un courrier du Ministre de l'agriculture sollicitant l'adhésion d'Haïti au réseau FAR : signe que les planètes sont alignées pour que le réseau s'ouvre à d'autres continents ?

Enfin, l'immersion a été l'occasion de nombreuses discussions et échanges avec les collègues du siège et des agences, permettant de renforcer les liens : la conscience globale de nos défis nous rend plus forts et plus à même de trouver des solutions adaptées, s'appuyant sur les réseaux et l'expertise française. »

Moussa DOUMBOUYA – Agence de Guinée Conakry

« A l'occasion de cette session d'immersion, j'ai découvert le réseau international FAR, les recherches actions de valorisation des phases de transformation et de commercialisation de la production alimentaire. J'ai compris que la problématique de la formation professionnelle est globale et pas propre à l'Afrique ou le Sud. Je me sens mieux outillé pour accompagner la mise en place / œuvre efficace de la stratégie FAR, fort enjeu d'un projet à ma charge. La définition des stratégies FAR constitue un levier d'insertion et de productivité mais reste un chantier exigeant à adapter aux contextes et besoins des bénéficiaires finaux. »

ATELIER DE PARTAGE D'EXPERIENCE ET DE REFLEXION COLLECTIVE AVEC FERT ET L'IFOCAP

Mercredi 29 mai, Fert et l'Ifocap, en partenariat avec le F3E et l'AFD, ont co-organisé un atelier de partage d'expérience et de réflexion collective entre praticiens. Cet atelier s'est tenu à Paris, dans les locaux de l'IFOCAP et s'est organisé en deux temps :

- **La restitution des résultats** et d'explicitation de la méthode utilisée dans le cadre de l'étude de l'impact économique de la formation et de l'insertion professionnelle agricole dans les collèges agricoles de Fekama à Madagascar ;
- **Un débat autour des éléments méthodologiques** : conditions requises pour de telles études, diversité des méthodologies possibles, limites et enjeux



Participants à l'atelier organisé par Fert, l'IFOCAP, F3E et l'AFD le 29 mai à Paris.

La restitution des principaux résultats de l'étude a beaucoup intéressé les structures de coopération internationales présentes et les échanges ouverts ont permis de questionner la reproductibilité de ce type d'étude. Il ressort des différentes discussions entre participants que ce type d'étude :

- **est un outil de plaidoyer** pour le pays dans lequel est réalisé l'étude ;
- **permet de connaître les impacts et l'efficacité d'un dispositif** de formation agricole et rural ;
- **le processus de réalisation de l'étude** est tout aussi important que le résultat car il permet le renforcement de capacité des acteurs impliqués, et la co-construction multi-acteurs.

Ce type d'étude doit cependant être construit et réalisé de manière itérative, sur un temps court et en lien étroit avec les résultats d'une étude qualitative.

➡ Pour lire et télécharger le **rapport**, [CLIQUEZ ICI](#)

➡ Pour lire et télécharger la **synthèse** de l'étude d'impact, [CLIQUEZ ICI](#)

LES CHARGÉS DE MISSION À LA SKILLS ACADEMY DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL DE TURIN



Florette RENGARD et Hassan QUAROUCHE à l'ITC, organe du Bureau International du Travail de Turin, Italie.

Du 1er au 3 juillet, Hassan QUAROUCHE et Florette RENGARD se sont rendus à Turin en Italie afin de répondre à une invitation du **Centre international de formation (ITC)**, instance du **Bureau International du Travail**.

L'objectif pour les chargés de mission était de former un groupe de 25 professionnels œuvrant dans le domaine de l'emploi dans différents pays d'Afrique (francophone et anglophone), d'Europe et d'Asie.

La journée de formation du 2 juillet a été construite afin de donner aux participants des clés de compréhension, outils et méthodes des processus de rénovation des dispositifs de formation agricole et rurale en Afrique. La journée s'est articulée autour de trois temps forts :

- (i) une exposition des éléments de contexte sur le processus de rénovation des dispositifs de FAR ;
- (ii) une présentation du réseau FAR comme outil au service de cette rénovation ;
- (iii) un travail autour de la thématique des projets de centre, basé sur l'exemple camerounais.

La journée s'est déroulée à travers **différentes modalités pédagogiques**, comme le visionnage d'un film méthodologique, un travail de groupe autour de la grille d'analyse du film, la restitution des travaux en plénière ou la réalisation d'une

Mindmap collaborative. Cette expérience a été très enrichissante pour Florette RENGARD et Hassan QUAROUCH, tant sur l'approche pédagogique et le contenu de formation qu'ils ont pu co-construire, que sur les différentes rencontres qu'ils ont faites au sein du BIT. Cet événement confirme l'intérêt pour le réseau international FAR de participer à ce type

de formation au sein d'institutions internationales.

FUTUR PROJET D'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS AUX SERVICES VÉTÉRINAIRES DE QUALITÉ EN AFRIQUE FRANCOPHONE : L'ETUDE EST EN COURS

L'incidence des maladies infectieuses reste élevée dans les pays en développement, représentant d'importantes contraintes sur la santé et la production animales. Le contrôle de ces maladies, dans un contexte marqué par des changements rapides des écosystèmes et par des échanges internationaux très importants nécessitent la mobilisation d'un ensemble de professionnels de terrain dans un cadre défini par l'autorité vétérinaire nationale.

Ce réseau de santé animale de terrain est en général composé de vétérinaires publics, de vétérinaires privés et de différentes catégories de para-professionnels vétérinaires (PPV). Les tâches que chacun de ces professionnels exerce sont normalement définies au niveau de chaque pays, en fonction de la catégorie à laquelle ils appartiennent et des programmes de formation doivent être mis en place pour qu'ils disposent des compétences nécessaires à la réalisation de ces tâches.

L'AFD envisage de mettre en place le projet P3V pour accompagner les pays d'Afrique francophone dans la formalisation du cadre réglementaire qui organise et fixe les limites d'attributions des différents acteurs ainsi que les modalités de contrôle et de régulation. **Le projet P3V prévoit également d'accompagner la consolidation d'une offre de formation pertinente dans ces pays avec une attention particulière sur la professionnalisation et sur la dimension socio-économique de l'installation de ces nouveaux acteurs.**

L'étude de faisabilité a été confié au cabinet Phylum pour la partie organisation des services vétérinaires, le réseau FAR apportant l'expertise sur les dispositifs de formation.

Quatre pays ont été pré-ciblés par l'AFD comme susceptibles de pouvoir participer à ce projet pilote (**Bénin, Mauritanie, Sénégal, Togo**) parmi lesquels un ou deux devaient être retenus suite à l'étude de

faisabilité.

Une première phase de l'étude s'est appuyée sur des données bibliographiques et sur des informations recueillies notamment grâce à l'appui des points focaux du réseau FAR et des services de l'élevage dans ces pays. Elle a permis de déboucher sur l'identification par l'AFD des deux pays (**Sénégal, Togo**) dans lesquels une étude plus approfondie méritait d'être conduite pour instruire la faisabilité du futur projet.



Les acteurs togolais impliqués sur la question de l'accès aux services vétérinaires rencontrent les experts en charge de l'étude en juillet à Lomé.

Des missions de terrain ont été réalisées dans ces deux pays pour rencontrer les acteurs du dispositif de santé animale (services vétérinaires, services de l'élevage, ordre des vétérinaires, groupements d'éleveurs) et des dispositifs de formation dans le domaine de la production et de la santé animales (Universités, Ecoles, Centres de formation, Ministères de tutelle). Elles ont permis de déterminer le niveau de formation requis pour les futurs para professionnels vétérinaires (Bac+3) et d'identifier les offres de formation avec lesquelles des actions de renforcement pouvaient être envisagées. Trois acteurs pourraient être mobilisés dans la mise en œuvre de ce projet, l'OIE qui assurerait la maîtrise d'ouvrage du projet et la partie appui à la mise en place du cadre réglementaire, l'EISMV qui contribuerait à l'accompagnement des établissements dans la consolidation de leur formation sur la dimension technique et le réseau FAR qui apporterait son expertise autour de la professionnalisation des formations, des outils d'accompagnement au projet des étudiants et de suivi de l'insertion et des trajectoires professionnelles des diplômés.

L'instruction du projet par l'AFD devrait se faire d'ici fin 2019 pour un démarrage effectif, si elle est positive, au cours du premier semestre 2020.

Jérôme THONNAT

Chargé de mission Dispositifs de Partenariats en Afrique

Montpellier SupAgro

jerome.thonnat@supagro.fr

LE RESEAU FAR MOBILISE DEUX EXPERTS DANS LA MISE EN OEUVRE DU PROJET SAFARI

Pour la mise en œuvre du projet SAFARI financé par l'AFD, le Togo a bénéficié cette année de l'appui du Réseau FAR.



Mission d'appui au projet SAFARI au Togo, dans le cadre d'une expertise perlée mobilisée par le réseau FAR

Dans cette perspective, le Réseau a mobilisé Ny Ando RAKOTOMAMPIONONA et Magloire AGBEGNIDO, respectivement experts junior et sénior pour la période de Février à Mai 2019. L'objectif était d'apporter une expertise perlée à la coordination du projet SAFARI.

Parole à Ny Ando RAKOTOMAMPIONONA, qui fait un retour sur sa mission d'expertise :

Les principales missions qui m'ont été confiées sont l'appui à l'élaboration des projets d'investissement des centres de FAR ainsi que les critères d'éligibilité de ces projets d'investissement afin que ces centres puissent bénéficier des appuis techniques et financiers de SAFARI. J'ai réalisé une mission de terrain à Lomé du 05 au 17 Mai 2019 dont le principal objectif était d'accompagner l'équipe du projet à structurer les appuis octroyés aux centres de FAR suivant leur catégorie (fragiles, intermédiaires ou dynamiques). Cette mission s'est appuyée sur des visites de quelques centres de formation dont l'INFA de Tové, centre FAZAO, CEFOPREL.

La mission d'expertise réalisée au nom et pour le compte du Réseau FAR a permis à SAFARI de dynamiser le démarrage de ses activités.

UN GROUPE DE LYCEENS BENINOIS DANS LES LOCAUX DU RESEAU FAR À MONTPELLIER

Le réseau international FAR a reçu dans les locaux de l'Institut des Régions Chaudes de Montpellier Supagro un groupe de jeunes venus du Lycée Technique Agro-pastoral de Kpataba, près de Savalou au Bénin.



Les lycéens béninois suivant un cours d'horticulture au LPA de Castelneau-le-lez

La venue des 8 lycéens accompagnés par leur professeur et du chef d'exploitation s'inscrit dans le cadre d'un projet de coopération internationale franco-béninois co-organisé par le LPA Honoré de Balzac de Castelneau-le-Lez (France), en étroite collaboration avec l'association AGIRabcd 34. Le projet se déroule en deux étapes : (i) un voyage en France des étudiants béninois (2019) et (ii) la venue au Bénin des étudiants français (2020).

Première étape du projet de coopération internationale franco-béninois, l'accueil entre le 27 mai et le 7 juin 2019 d'une délégation béninoise du Lycée Technique Agro-pastoral de Kpataba près de Savalou au LPA Honoré de Balzac de Castelneau-le-Lez. Les lycéens ont été accueillis par leurs homologues français du LPA de Castelneau, accompagnés par deux enseignants : Mme Rose DANIEL et M. Serge MISERICORDIA. Les objectifs de cette première étape étaient de :

- faire se rencontrer les jeunes Français et Béninois afin qu'ils échangent sur leur vie quotidienne et de lycéens en formation agricole ;
- rencontrer des agriculteurs locaux dans tout type de production (animale, végétale, transformation) ;
- avoir une réflexion commune sur le contenu de la deuxième étape (séjour des élèves français au Bénin en avril 2020) à savoir réalisation d'un

chantier agricole solidaire.

Les jeunes béninois se sont rapidement intégrés à la vie du lycée et ont pu suivre leurs camarades français dans diverses activités : cours d'agronomie et langue vivante, travaux à la serre, fabrication de jus de pomme dans la halle technologique. Les jeunes français et béninois ont pu visiter plusieurs exploitations avec différents types de production (oignons, volailles, brebis, vigne, maraîchage), transformation (fromage, vin) et commercialisation (marchés, boutique paysanne). Ils ont pu notamment participer à la mise en place d'une butte de permaculture et discuter longuement avec la responsable d'une boutique paysanne.

En complément de ces séances de travail, une rencontre avec le directeur de l'Institut des Régions Chaudes et le réseau FAR a permis de faire prendre conscience des contraintes liées aux différents projets professionnels des jeunes béninois. Beaucoup d'idées sont sorties de ces échanges, toutes aussi pertinentes les unes que les autres et pourraient alimenter le partenariat sur plusieurs années.

Il a été convenu que la construction d'une boutique paysanne et son aménagement extérieur constituera le chantier auquel participeront les élèves français lors de leur séjour à Bénin en 2020.

Serge MISERICORDIA

Enseignant au LPA Castelnau -le-Lez
serge.misericordia@educagri.fr

UN ATELIER À RABAT AUTOUR DU MASTER INTERNATIONAL EN INGENIERIE DE FORMATION

En Février 2019, le réseau international FAR a engagé la construction d'un **Master international (M2) en Ingénierie de la formation agricole et rurale (MIFAR)**. Le MIFAR est co-construit avec l'ENSETP-UCAD (Ecole Normale supérieure d'enseignement technique et professionnelle), Montpellier SupAgro et le Réseau International FAR. **En Avril 2019, les trois institutions se sont réunies à Rabat pour poursuivre le processus de co-construction.** A cette occasion, un 4ème partenaire, l'Ecole Nationale d'Agriculture de Meknès au Maroc a marqué son intérêt au projet et souhaite y être associé. Les quatre institutions partenaires ont travaillé à la validation du processus et à la construction d'un modèle institutionnel réaliste et réalisable, à un modèle pédagogique qui répondent aux attentes des pays membres.

L'objectif est de construire un cursus innovant qui associerait formation en présentiel et à distance (FOAD) de manière équilibrée.

L'atelier de Rabat a permis de poursuivre la co-construction et a mis en débat des questions opérationnelles dont certaines sont exposées ci-dessous

- L'ingénierie de la formation s'appuyant sur un **référentiel de compétences élaboré sur la base de l'expérience acquise au sein du réseau FAR** ;
- La création d'un nouveau cursus intégrant les ressources de l'ENSETP, celles de l'ENA Meknès et celles de Montpellier SupAgro autour d'un **fil rouge articulant ingénierie de la formation et ingénierie du développement** ;
- La **caractérisation des ressources** apportées par chaque établissement et la construction d'un modèle économique durable ;
- L'instruction nécessaire de la **question de la diplomation**, en tenant compte de la spécificité et des accréditations des quatre établissements.

Pour rappel, le public visé par le MIFAR devra acquérir les compétences nécessaires pour être en capacité de :

- Formuler les besoins en Formation des acteurs de la formation agricole et rural ;
- Construire une offre et des actions de formation adaptées aux besoins/demandes des acteurs ;
- Evaluer une offre de formation ;
- Evaluer des actions de formation ;
- Mettre en œuvre des actions de formation mobilisant des approches innovantes et des outils pédagogiques adaptés ;
- Mettre en place des dispositifs permettant d'optimiser la valorisation des compétences acquises lors de la formation (insertion, entrepreneuriat, accompagnement...) ;
- Gérer des dispositifs de formation pilotés en concertation avec les acteurs parties prenantes des territoires.

UNE MISSION D'EXPERTISE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Du 18 au 30 mai 2019, le réseau international Formation Agricole et Rurale (RIFAR) s'est rendu en **République Démocratique du Congo (RDC)**, afin de proposer un état des lieux des besoins du secteur agricole et rural et des dispositifs de formation. L'objectif est de mettre en évidence le besoin en renforcement de capacités dans le secteur agricole du pays, afin notamment desquisser les grandes lignes d'un plan d'action que pourrait engager l'Agence Française de Développement (AFD). Ce dernier viserait à engager le pays dans un processus de rénovation de son dispositif de FAR. Cette mission a été réalisée par une équipe composée de Souleymane SARR (Membre du RIFAR et Chef de la Mission), Zacharie KUEDA (animateur régional RIFAR), Placide Macaire KUMPEL MUNORO (ingénieur agronome en RDC) et Hassan QUAROUCH (chargé de mission du RIFAR).



Zacharie KUEDA, Hassan QUAROUCH, Souleymane SARR et Placide Macaire KUMPEL MUNORO en mission en République Démocratique du Congo

Pour la mission, la rénovation de la FAR en RDC est une urgence qui demande une vision globale, un dialogue entre toutes les parties prenantes, un découplage ministériel et des synergies importantes avec les institutions provinciales (décentralisées). La rénovation du dispositif national de FAR pourra passer par :

- Développer les capacités de gouvernance stratégique territoriale/provinciale et de pilotage institutionnel spécifique de FAR ;
- Appuyer fortement l'agriculture familiale et la formation des jeunes;
- Réformer les curricula afin de les rendre attractifs, rénover les centres de formation, former (en

intégrant le genre) des formateurs et des vulgarisateurs vers l'agriculture familiale ;

- Appuyer les producteurs à s'organiser et porter les innovations agro-écologiques, la formation de proximité, les champs-écoles ou de démonstrations, etc.

ACTUALITÉS DES PAYS MEMBRES ET PLATEFORMES

BURKINA FASO

FOCUS SUR LES CENTRES DE PROMOTION RURALE (CPR)

Les Centres de Promotion Rurale (CPR) de dimensions régionales sont des cadres d'acquisition de connaissances dont la mission essentielle est de former en deux ans des jeunes ruraux aux métiers agro-sylvo-pastorax et artisanaux. Environ 250 jeunes sortent des CPR tous les deux ans. L'une des difficultés rencontrées par ces jeunes à leur sortie, est **l'inexistence de dispositif facilitant leur insertion dans la vie professionnelle**.

Pour pallier cette question récurrente qui entrave le bon fonctionnement des centres de formation, le Ministère en charge de l'Agriculture a élaboré en 2013 une stratégie nationale d'accompagnement à l'installation des jeunes. L'objectif de ladite stratégie est de créer les conditions optimales pour l'accompagnement à l'installation des formés des CPR.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie, un important lot de matériel technique d'un montant de 187 920 000 FCFA (290 000 euros) été acquis pour être remis gracieusement aux jeunes nouvellement sortis des centres de formation agricole.

Ce matériel regroupé sous forme de kit d'installation permettra d'accompagner 324 jeunes à l'auto-emploi répartis comme suit :

- 130 pour les grandes cultures ;
- 50 pour le maraîchage ;
- 51 pour la reproduction/embouche de petits ruminants ;
- 45 pour la reproduction de volailles
- 27 pour l'embouche bovine ;
- 8 en embouche porcine ;
- 14 en coupe-couture.

Le coût du kit, qui varie de 600 000 FCFA (900 euros) à 800 000 FCFA (1 220 euros) F CFA est composé de matériel technique (charrette, charrue, abreuvoir, mangeoire etc.), d'animaux (bœufs de traits, bovins, ovins caprins, volaille etc.) et d'intrants de production (Urée, NPK, aliments etc.).

L'objectif visé à travers cette initiative est de permettre aux jeunes formés de pouvoir démarrer

leurs activités de production avec un minimum d'équipement nécessaire, en attendant l'appui des institutions de microfinance.

Aussi, un dispositif d'appui-conseil est également mis en place pour un accompagnement technique et financier des jeunes installés. Tout le processus est financé par l'Etat Burkinabé.

Ousmane KABORE

Directeur des écoles et centres de formation du Ministère de
l'Agriculture du Burkina Faso
Secrétaire du réseau FAR
wendkabo@yahoo.fr

CAMEROUN

ZOOM SUR L'EXPÉRIENCE DU PROGRAMME PCP-AFOP DANS LA FORMATION CONTINUE DES PRODUCTEURS EN ACTIVITÉ AU CAMEROUN : APPROCHES D'INTERVENTION, LEÇONS TIRÉES ET PERSPECTIVES

Depuis 2008, le Cameroun est engagé dans le processus de rénovation de son dispositif de formation professionnelle agropastorale et halieutique à travers le programme d'Appui à la rénovation et au développement de la Formation Professionnelle dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et des pêches (AFOP). Il qui est aujourd'hui dans sa Phase de Consolidation et de Pérennisation, d'où l'abréviation PCP-AFOP. L'un des axes de cette rénovation-processus est la formation continue des producteurs et pêcheurs en activité.

Le développement de cette formation passe par la construction de la demande et de l'offre de formation. Pour cette construction, l'approche privilégiée par le programme au cours de ses deux premières phases (2008-2017) avait pour entrée le diagnostic agraire. Il était réalisé à l'échelle du territoire d'influence du centre de formation et débouchait sur les préoccupations des producteurs par typologie. Ces préoccupations étaient par la suite transformées en problèmes traitables parmi lesquels la for-

mation était une source d'action.

Cette approche a permis de former 7 000 producteurs en activité. Cependant, l'évaluation de sa mise en œuvre a permis de tirer les enseignements suivants :

- la démarche est lourde, consommatrice de ressources et de temps ;
- les bénéficiaires/demandeurs de la formation sont difficiles à identifier (pas d'engagement de la part des potentiels bénéficiaires enquêtés dans le cadre des diagnostics) ;
- les effets et impacts de la formation sont difficiles à mesurer surtout dans un contexte marqué par la pluralité des intervenants (absence de situation de référence).



Atelier de réflexion sur les contraintes que rencontrent les jeunes insérés sur la filière piscicole.

Fort de ces enseignements et pour prendre en compte les nouvelles cibles en émergence, notamment les jeunes formés et installés dans le cadre du programme, dont le nombre devient de plus en plus important (3 086 en fin décembre 2018), leurs homologues intéressés par ce qu'ils font et les acteurs de développement agropastoral porteurs de demande de formation spécifique, **le programme PCP-AFOP a développé trois nouvelles approches de construction de la demande et de l'offre de formation continue des producteurs en activités, chacune adressant des cibles bien précises.**

La première approche a pour cibles **les jeunes installés et les autres producteurs désireux de faire comme eux.** Il s'agit dans ce cas d'organiser les Journées Entrepreneuriales au cours desquelles les jeunes formés et installés dans le cadre du programme PCP-AFOP sont conviés. Ces journées consistent à regrouper par cœur d'activité (filiale), les jeunes formés et installés au niveau d'une région pour une analyse diagnostic de leurs contraintes

afin de construire leurs demandes de formation et d'accompagnement. **Ces demandes sont par la suite déclinées en plans de formation et d'accompagnement par les centres de formation situés dans les bassins d'installation de ces jeunes selon les filières.** Les plans de formation ainsi construits seront mis en œuvre par le centre au profit des jeunes installés et de leurs voisins ayant marqué un intérêt pour leur activité qu'ils identifieront. Quant au plan d'accompagnement, il sera mis en œuvre en synergie avec les autres instruments d'appui aux producteurs.



Photo de famille à l'occasion des journées entrepreneuriales organisées à Ebolowa au Cameroun, du 10 et 11 mai 2019.

La deuxième approche a pour entrée **le diagnostic de l'exploitation.** Cette approche sera mobilisée par les centres n'ayant pas encore une masse critique de jeunes installés dans leur territoire. Les principaux bénéficiaires sont les référents et maîtres de stages impliqués dans la formation des jeunes ainsi que les autres producteurs et pêcheurs en activités du territoire du centre. Il sera question pour chaque centre concerné, d'identifier et de regrouper par cœur d'activité (filiale) les producteurs de sa zone d'influence pour une analyse diagnostic de leur exploitation sur la base de laquelle les plans de formation et d'accompagnement seront construits. Tout comme dans la première approche, le plan de formation sera mis en œuvre par le centre tandis que le plan d'accompagnement sera mis en œuvre en synergie avec les autres instruments d'appui aux producteurs.

La troisième approche a pour entrée **l'analyse de la demande du porteur.** Les cibles ici sont les acteurs de développement agropastoral porteurs d'une demande de formation spécifique, en l'occurrence la SODECOTON (Société de Développement du Coton du Cameroun). Dans ce cas précis, les bénéficiaires sont les cadres de la SODECOTON et de la CNPC-C (Confédération Nationale des Producteurs de Coton du Cameroun) ainsi que les gros produc-

teurs de coton. Il est question ici de renforcer les capacités, en formation-action, des cadres de la SODECOTON et de la CNPC-C à l'élaboration des référentiels de formation et à l'animation des formations. L'un des résultats de ce processus sera la construction des plans de formation des gros producteurs de coton qui seront mis en œuvre dans 11 centres de formation de la zone cotonnière du Cameroun. Cette approche permettra la formation d'au moins 3 000 gros producteurs de coton.

Au total, c'est plus de **15 000 producteurs en activité qui seront formés chaque année avec ces nouvelles approches**. A ce jour, l'ensemble des démarches et outils ont été construits et testés avec l'implication des utilisateurs (formateurs) et des bénéficiaires (producteurs en activité). Ces démarches et outils incluent le bilan de compétence et l'établissement de la situation de référence des bénéficiaires. Cela permettrait par la suite d'évaluer les effets et impacts des formations développées.

Martial Frank TAKAMGANG

Responsable de la composante «Institutionnalisation du dispositif rénové de formation et d'insertion»

Programme PCP -AFOP

franctakamgang@yahoo.fr

SÉNÉGAL

USSEIN, UNE UNIVERSITÉ A VOCATION AGRICOLE

Créé en 2013, Université du Sine Saloum El Hadj Ibrahima NIASS (USSEIN) a démarré ses enseignements le 04 février 2019 dans 3 des 5 campus éclatés prévus.



Le Recteur de l'Université USSEIN, Monsieur Amadou Tidiane GUIRO, s'exprime devant les médias

Sa mise en œuvre est également une volonté d'équilibrer la distribution spatiale des institutions universitaires et des effectifs.

Le Gouvernement du Sénégal, conscient de l'enjeu que représente l'agriculture dans le développement économique et social du pays, a fait du développement de ce secteur sa priorité. De nombreuses mesures ont été annoncées pour la modernisation et le développement de ce secteur parmi lesquelles la création d'une université à vocation agricole dénommée Université USSEIN.

L'agriculture demeure encore un des secteurs les plus importants de l'activité économique sénégalaise mais elle est contre performante et n'arrive pas à nourrir la population. Le Sénégal importe l'essentiel de son alimentation et doit faire face à des crises alimentaires récurrentes, une insécurité alimentaire chronique et un réchauffement climatique aux conséquences néfastes. Le Sénégal doit oser opérer une rupture en matière d'agriculture pour affronter frontalement son défi majeur qui est de produire d'abord pour se nourrir.

Former dans les universités des ressources humaines de qualité dédiées au secteur de l'agriculture, tel est le pari que s'est fixé le Gouvernement du Sénégal pour relever le défi de l'insécurité alimentaire chronique, de la pauvreté, du développement rural et du sous-emploi de la jeunesse. La saturation des capacités d'accueil, constatée dans le sous-secteur, l'inadéquation formation-emploi, obligent à opérer une réorganisation et une diversification des offres de formation.

Grenier du Sénégal, le bassin arachidier qui est son lieu d'implantation dispose d'une université à vocation agricole. Former les ressources humaines aptes à répondre aux besoins du développement agricole et rural, et à élaborer les connaissances et les technologies adéquates pour un développement local, national et régional tel est l'orientation de USSEIN. Il s'agit de donner à la jeunesse une formation compétitive, ouverte et susceptible de lui permettre de saisir les opportunités offertes par le développement local, national et régional

Adbou Khadre FALL

Enseignant à l'ISFAR, Université de Thiès

Animateur régional réseau international FAR (Côte d'Ivoire,

Guinée, Mali, Sénégal,

khadrefall@yahoo.fr

LES DIRECTEURS DE CENTRES EN ATELIER DE FORMATION SUR LA CREATION DES CENTRES D'INCUBATION EN AGROBUSINESS POUR

Le Ministère de l'Agriculture, de la Production Animale et Halieutique (MAPAH) a organisé le mardi 11 juin dernier à Lomé, **un atelier de formation des formateurs en agrobusiness à l'attention des responsables des centres de formation agricole et rural (CFAR) du Togo.**

L'objectif de cette rencontre est d'impliquer d'avantage les jeunes dans la diffusion et l'adoption des technologies agricoles pour plus de productivité afin de transformer l'agriculture togolaise et la rendre plus performante.

Il s'est agi pour les formateurs représentants des centres de formation, d'acquérir le contenu des responsabilités liées à la création des centres d'incubation en agrobusiness. Il leur a été dispensé des notions de chaînes de valeur, d'identification et d'évaluation des opportunités d'entreprise pour connaître le processus de conception et de mise en place d'une entreprise pilote.

Cet atelier qui s'est déroulé du 11 au 15 juin 2019 au Centre Pilote des techniques agricoles (CPTA) du Togo, qui a obtenu l'appui du projet « Technologies pour la Transformation de l'Agriculture Africaine (TAAT) » de l'International Institute of Tropical Agriculture (IITA). Cette institution a mobilisé 4 experts formateurs sur l'agrobusiness pour exécuter cette formation.

Pour Dr Mpoko BOKANGA, Responsable bureau de coordination technique TAAT, cette formation consistera à **dynamiser les jeunes pour qu'ils puissent percevoir l'agriculture comme un métier porteur.**

Jacques Agbenigan AYITE

Chef de section au sein de la Direction de la formation, de la diffusion des techniques et des organisations professionnelles agricoles (DFDTOPA) au sein du MAEP
Animateur régional réseau international FAR (Bénin, Burkina Faso, Niger, Togo)
ayite01@yahoo.fr

UN ATELIER D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION EN DIRECTION DES CADRES

Dans le cadre du contrat de désendettement et de développement (CD2) signé entre les Gouvernements Français et Guinéens, une priorité est accordée au secteur de la formation professionnelle par le financement du **Projet d'Amélioration de la Formation et de l'Insertion dans les Secteurs Agricole et des Mines (PAFISAM).**

L'un des enjeux de ce projet est de doter la République de Guinée **d'une Stratégie Nationale de Formation Agricole et Rurale (SNFAR)** dont l'élaboration et la mise en œuvre se feront avec la participation et l'implication des Départements Techniques et de toutes les catégories d'acteurs concernées par le développement rural. Pour ce faire, le Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle, de l'Emploi et du Travail a déjà mis en place quelques dispositions visant l'atteinte de cet objectif majeur notamment par:

- Le lancement du **processus d'élaboration de la SNFAR** à travers **un atelier tenu à Mamou du 21 au 23 février 2018** en partenariat avec le Réseau international FAR ;
- **La mise en place d'un Secrétariat Technique pour l'élaboration et la mise en œuvre de la SNFAR** en date du 23 Août 2018 ;
- **La création d'un Comité de Pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre de la SNFAR** n date du 5 Septembre 2018 ;
- La mise en place **d'une équipe de production du contenu des Axes Stratégiques de la Stratégie Nationale de la Formation Agricole** en date du 3 Juin 2019.

C'est dans la dynamique de rendre opérationnelle cette équipe de production que le Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle, de l'Emploi et du Travail dans le cadre du PAFISAM, a organisé **un atelier d'information et de documentation en direction de ces cadres.** Cet atelier animé par les membres du Secrétariat Technique d'élaboration SNFAR a réuni 29 participants le Mardi 9 Juillet 2019, dans la salle de réunion de l'ENAM de Conakry.

Ces participants provenaient de la Chambre Nationale de l'Agriculture, des Organisations Professionnelles Agricoles, du RAFARGUI, de l'Association Nationale des Communes de Guinée, des Services Techniques des Départements ministériels concer-

nés par le Développement Rural, du PAFISAM et du Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle, de l'Emploi et du Travail.

L'objectif général poursuivi par cet atelier **est d'outiller les membres de l'équipe de production du contenu des axes stratégiques de la SNAFAR sur les enjeux, les défis, le contenu et la démarche d'élaboration d'une Stratégie Nationale de Formation Agricole et Rurale.**

Cette rencontre a permis de faire une présentation de la démarche d'élaboration et de mettre à la disposition des équipes de travail les outils nécessaires. L'atelier s'est arrêté spécifiquement sur :

- la présentation du PAFISAM ;
- le rappel des approches conceptuelles et des étapes d'élaboration d'une SNFAR ;
- la présentation des principaux résultats du rapport de l'atelier de lancement de la SNFAR à Mamou ;
- L'exposé de la version finale de la feuille de route pour l'élaboration de la SNFAR ;
- La Présentation des équipes de production du contenu des axes stratégiques ;
- L'Elaboration d'un chronogramme des travaux et partage les consignes pour les le fonctionnement des équipes de production.

A la lumière des échanges caractérisés par une forte implication des participants, l'atelier d'information et de documentation des équipes de production des contenus des Axes stratégiques de la SNFAR semble avoir atteint les résultats visés.



Retrouvez le compte rendu de l'atelier en intégralité [en cliquant ICI](#).

Article rédigé par Florette RENGARD
sur la base du compte rendu de l'atelier

À LIRE, À VOIR

CONSEIL AGRICOLE

RAPPORT et ETUDES DE CAS



« Relancer le conseil et la vulgarisation agricoles en Afrique subsaharienne. Pour de nouvelles politiques en cohérence

avec les réalités du terrain », RIGOURD, c.; DUGUE, P., [AFD, Inter-réseaux développement rural, IRAM](#), Notes techniques n°55, Juillet 2019.

Le Groupement Inter-réseaux Développement Rural – IRAM – Ambre conseil/CERFRANCE – CIRAD a été mobilisé par l'Agence française de développement (AFD) pour engager une réflexion sur le conseil agricole. Ce processus doit apporter à l'AFD des éléments pour une réflexion stratégique et pour nourrir les débats avec les pays partenaires et dans les instances internationales sur le conseil agricole. C'est dans ce contexte que l'IRAM et le CIRAD ont été mandatés pour la réalisation de la présente note. Elle est en particulier le fruit de plusieurs missions d'expertises réalisées sur le conseil agricole au Maroc, en Tunisie, au Cameroun, au Niger et en Côte d'Ivoire. De nombreux acteurs impliqués sur le thème du conseil agricole ont contribué par des études de cas ou des relectures à enrichir ce rapport : AFD, AFDI, Ambre conseil/CERFRANCE, APROSSA, AVSF, CIRAD, CORADE, FERT, Inter-réseaux, IRAM.



Pour lire et télécharger **le rapport**, [cliquez ICI](#)



Lire le résumé de **la note** [en cliquant ICI](#)



Accédez à l'ensemble **des études de cas** [en cliquant ICI](#)

REVUE

Inter-réseaux
Développement rural

«Le conseil agricole a t'il encore un sens aujourd'hui?», [Inter-réseaux Développement Rural](#), Revue Grain de Sel n°77, Juillet 2019, 40 p.

Le conseil agricole a fait l'objet, ces dernières années, d'un regain d'intérêt au niveau des politiques agricoles et de l'aide au développement. De nombreux acteurs de développement se sont emparés de la question du conseil aux agriculteurs : organisations professionnelles agricoles, agences

de l'État, investisseurs, agrofournisseurs, ONG, compagnie de téléphonie, etc. Interroger le sens du conseil agricole, aujourd'hui en Afrique, suppose de regarder tout à la fois ses formes, les besoins des bénéficiaires auxquels il répond, les acteurs impliqués, nouveaux et traditionnels, et les visions de l'agriculture qu'il soutient dans un contexte de retrait de l'État et de tensions autour des ressources financières. Ce numéro de Grain de Sel, en confrontant de multiples points de vue et connaissances rappelle d'abord que le conseil agricole a du sens pour les exploitations familiales et illustre la pluralité de sens de ce conseil.

 Pour télécharger le Grain de Sel, [CLIQUEZ ICI](#)

COLLEGES AGRICOLES

ETUDE



« Etude de l'impact économique de la formation et de l'insertion professionnelle agricole dans les collèges agricoles de Fekama à

Madagascar », F3E, FERT, janvier 2019, 72 p.

La présente étude a été réalisée dans le cadre du projet « Les jeunes, acteurs clés du développement rural à Madagascar », mis en œuvre par Fert, en partenariat avec Fifata et Fekama, et cofinancée par l'Agence française de développement (AFD). Cette étude, en réponse à l'appel d'offre émis par Fert et F3E, vient compléter de nombreux travaux déjà réalisés sur le sujet de l'impact du dispositif de Formation-Insertion mis en place dès 2002 par la Fédération professionnelle Fifata avec l'accompagnement de Fert pour préparer la relève par la formation puis l'insertion de jeunes agriculteurs.

 Pour lire et télécharger le rapport, [CLIQUEZ ICI](#)

 Pour lire et télécharger la synthèse de l'étude d'impact, [CLIQUEZ ICI](#)

JEUNES ET AGRICULTURE

BULLETIN



« Jeunes et emploi : l'agriculture plutôt que l'émigration », Revue **SPORE**, n°193 48p.

Le dossier spécial de la revue n°193 de Spore s'intéresse aux enjeux de l'emploi des jeunes dans le secteur agricole en Afrique, et s'interroge

: Comment l'agriculture peut contrecarrer la migration des jeunes ? L'augmentation d'une main-d'œuvre jeune ouvre des perspectives pour la transformation de l'agriculture. Le secteur doit toutefois offrir des opportunités d'emploi plus attractives aux jeunes du continent. Le numéro propose également un zoom sur l'agribusiness, avec un article sur les systèmes agro-alimentaires à Madagascar et l'approche dite zonale pour stimuler la filière bio. Spore est le magazine trimestriel du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA), offrant une perspective sur l'agro-industrie et l'agriculture durable.

 Pour lire le bulletin, [CLIQUEZ ICI](#)

 Pour en savoir plus, [CLIQUEZ ICI](#)

ALIMENTATION DES VILLES ET COLLECTIVITES AU SUD

OUVRAGE



« Alimentation des villes, quels rôles des collectivités du Sud? », Chaire Unesco Alimentation du Monde et AFD, Septembre 2017, 58 p.

Fruit d'une collaboration entre la Chaire Unesco Aliments du monde et l'Agence française de développement, cet ouvrage vise à montrer, par de nombreux exemples, ce que des villes d'Afrique, Asie et Amérique latine entreprennent depuis quelques années pour sécuriser l'alimentation de leur population et la rendre plus durable.

 Pour lire l'ouvrage en français, [CLIQUEZ ICI](#)

 Pour accéder à la version anglaise, [CLIQUEZ ICI](#)

EVALUER L'AGROÉCOLOGIE

MEMENTO



«Mémento pour l'évaluation de l'agroécologie, Méthodes pour évaluer ses effets et les conditions de son développement», L. Levard, M. Bertrand, P. Masse (Coordination), GTAE-AgroParisTech-CIRAD-IRD, Mars 2019.

Le Mémento pour l'évaluation de l'agroécologie est un outil méthodologique pour évaluer les conditions de développement de l'agroécologie, ainsi que les effets agro-environnementaux et socio-économiques des pratiques et systèmes agroécologiques.



Pour consulter le memento, [CLIQUEZ ICI](#)

ACTUALITÉS

Du 28 au 30 Août 2019 : Atelier du réseau international FAR organisé à Montpellier (Bureau, Secrétariat exécutif, AFD)

- Atelier de partage et d'enrichissement des éléments d'évaluation du projet d'appui au réseau international FAR (ADEX FAR 2 en cours);
- Finalisation des différents scénarios d'avenir mis en débat ;
- Préparation de l'étude de faisabilité de la troisième phase du projet ADEX FAR.

Mi-septembre: Réception de l'étude de faisabilité de la troisième phase d'appui au réseau FAR

Nov-décembre: Fin d'instruction et de conventionnement du projet ADEX FAR 3.

OFFRES D'EMPLOI ET OPPORTUNITES

OFFRE D'EMPLOI - GRET

Le Gret recrute un(e) expatrié(e) spécialiste en développement rural, pour le poste de chef du projet «essor de la filière soha au Bénin» - 48 mois à Dassa-Zoumé au Bénin - [Détails de l'offre disponibles ICI](#)

OFFRE D'EMPLOI - GRET

Le Gret recrute un(e) représentant(e) adjoint (e) pays au Burkina Faso - 24 mois à Ouagadougou au Burkina Faso - [Détails de l'offre disponibles ICI](#)

OFFRE D'EMPLOI - AVSF/IRAM/INADES

Mobilisé pour la promotion et l'accompagnement des transitions agroécologiques en Afrique de l'Ouest, le consortium AVSF-IRAM-INADES International recherche **un(e) Assistant(e) technique Suivi-évaluation pour l'unité de coordination du PATAE** (Programme d'appui aux transitions agro-écologiques en Afrique de l'Ouest). Poste basé à Abuja au Nigéria jusqu'en 2023 - [Détails de l'offre disponibles ICI](#)

Conception, coordination et réalisation :

Florette Rengard (florette.rengard@supagro.fr)

Contributions : Secrétariat exécutif élargi du réseau international FAR

Note : les liens hypertextes proposés sont actifs à la parution de ce numéro.